

## LA SAGA

On parle beaucoup de conflits d'intérêts dans la vie politique ces derniers temps. Des amitiés de Nicolas Sarkozy avec le milieu de la finance et des médias, de l'affaire Woerth-Bettencourt aux récentes révélations du livre de Martin Hirsch, mais les journalistes « officiels » oublient aussi d'autres évidences. Alors que le déficit prévisionnel de la Sécurité Sociale a été annoncé cette semaine et qu'une diminution des remboursements est d'ores et déjà au programme, il est temps de se pencher sur le secteur de la santé, de comprendre son fonctionnement, et surtout d'en connaître les acteurs.



Le Pôle Emploi, né de la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC sur une idée de Nicolas Sarkozy, compte 50.000 employés. La Sécurité Sociale, comprenant l'Assurance Maladie, l'Assurance Vieillesse et les URSSAF compte 120.000 employés. Ces deux organismes ont été concernés par une réforme récente concernant les Complémentaires Santé. Ainsi, depuis le 1er janvier 2009, 170.000 employés ont été contraints de résilier leurs contrats avec leurs mutuelles pour adhérer à une "mutuelle employeur obligatoire". Ceux qui ont des enfants ont également été obligés d'inscrire ces derniers sur le nouveau contrat (sauf s'ils étaient déjà ayants-droits sur le compte du conjoint via une mutuelle employeur obligatoire). On peut appeler ça du passage en force. C'est une conséquence de la loi Fillon de 2003.

Ce qui est encore plus étonnant, c'est de constater que c'est le même organisme qui a remporté les deux marchés. Je ne connais pas les modalités des appels d'offre mais je m'étonne de voir que c'est le groupe [Malakoff-Médéric](#) qui a raflé la mise, obtenant d'un coup, d'un seul, 170.000 adhérents supplémentaires, sans compter les ayants-droits. Ajoutez à cela les 800.000 salariés CHR (café-hôtellerie-restauration) qui rentreront dans le dispositif en janvier 2011... c'est encore Malakoff Médéric qui a emporté le marché. Revenons donc sur l'histoire de cette compagnie d'assurance et de prévoyance pour comprendre un peu mieux les enjeux.



Pour vous donner une idée du poids de Malakoff-Médéric sur le marché français, c'est le n°1 des groupes paritaires de protection sociale, n°2 de la retraite complémentaire et n°3 en santé collective (classement

## Les 4 frères Sarkozy.doc

Argus de l'Assurance). Le groupe est né de la fusion de Malakoff et Médéric (d'où son nom) le 30 juin 2008, soit 6 mois avant la mise en place du dispositif "mutuelle obligatoire employeur;" pour la Sécurité Sociale et le Pôle Emploi. Ainsi, dès le 1er Juillet, le président de Médéric cède sa place pour laisser seul au commandement du groupe, le président de Malakoff : un certain Guillaume Sarkozy. Ce dernier est loin d'être un inconnu : au Medef de 2000 à 2006, il a aussi été le vice-président de la CNAM de 2004 à 2005. Guillaume Sarkozy, comme son nom l'indique, est le frère de Nicolas.

Puisque j'évoque la fratrie Sarkozy, intéressons-nous maintenant au troisième larron : François Sarkozy. Pédiatre de formation, François a abandonné la pratique de la médecine pour se consacrer à l'industrie pharmaceutique (principalement orientée vers la gériatrie) depuis 2001. Ainsi, il siège au conseil de surveillance de Bio Alliance Pharma et est devenu le président d'AEC Partners dont une des missions est le conseil aux fonds d'investissement.



Par ailleurs, François Sarkozy a également lancé une chaîne de télévision spécialisée dans la santé sur internet... financée par le laboratoire Sanofi. Ajoutons à cela ses relations avec le groupe Paris Biotech Santé, l'un des protagonistes de l'affaire de l'Arche de Zoé, et on l'aura compris, l'homme a tissé sa toile : il fait partie aujourd'hui des puissants lobbyistes de l'industrie pharmaceutique. D'ailleurs le grand plan Alzheimer lancé par le gouvernement est un joli cadeau de quelques centaines de millions d'euros, une aubaine pour le secteur dont il défend les intérêts.

Et maintenant la cerise sur le gâteau, celui dont on ne parle jamais, le cerveau, l'éminence grise : **Olivier Sarkozy** (demi-frère de Nicolas Sarkozy), qui copilote depuis avril 2008 l'activité mondiale de services financiers de Carlyle Group ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Carlyle\\_group](http://fr.wikipedia.org/wiki/Carlyle_group)), probablement celui qui tire les ficelles. Le Groupe Carlyle est une société d'investissement américaine fondée en 1987. Basé à Washington D.C., il est présent dans de nombreux domaines d'activités, comme l'aéronautique, la défense, l'industrie automobile et des transports, l'énergie, les télécommunications et les médias. Ses investissements sont essentiellement situés en Amérique du Nord, en Europe et en Asie du Sud-Est. Le groupe possède 89,3 milliards de dollars de capitaux propres et il emploie plus de 515 professionnels de l'investissement dans 21 pays. Les différentes entreprises de son portefeuille emploient, quant à elles, plus de 286 000 personnes dans le monde et Carlyle a environ 1 100 investisseurs répartis dans 31 pays à travers le monde.

*Olivier Sarkozy, à droite sur la photo*



## Les 4 frères Sarkozy.doc

Pour rappel, le groupe Carlyle a ou a eu parmi ses membres actifs l'ancien Premier ministre britannique **John Major**, **James Baker**, ancien secrétaire d'État américain, **George Bush père**, ancien directeur de la CIA et ancien président des États-Unis, **Frank Carlucci**, ancien directeur de la CIA et secrétaire à la Défense américain, **Karl Otto Pöhl**, ex-président de la Bundesbank, **la famille Ben-Laden** et plusieurs chef d'État et de gouvernement.

Le groupe Carlyle n'est pas coté en Bourse, et n'est donc non tenu de communiquer à la Securities and Exchange Commission (la commission américaine chargée de veiller à la régularité des opérations boursières) le nom des associés, des actionnaires, pas plus que le nombre de leurs parts respectives.

4 frères : Le cerveau qui copilote l'activité mondiale des services financiers d'une multinationale tentaculaire, l'un en charge de l'exécutif de la France, notre Président, l'un à la tête d'un des plus gros groupe d'assurance santé et le dernier qui sert les intérêts des laboratoires. Si ça ne s'appelle pas un conflit d'intérêt, je me demande ce que c'est... Pourtant les médias en parlent peu et préfèrent s'étendre sur les amis milliardaires de Nicolas Sarkozy. On peut légitimement nourrir des inquiétudes sur l'avenir de notre pays. Les réformes engagées depuis 2004 ne font que confirmer sa détérioration et l'on peut prédire le démantèlement de toutes nos structures sociales et services publics d'ici quelques années.